Tchad

En 2013, le Tchad a fait des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a criminalisé le recrutement des enfants à des fins militaires et a mis en œuvre le Plan d'action de 2013 sur les enfants associés aux forces armées et groupes armés. Des inspecteurs du gouvernement et des responsables de l'ONU ont mené des inspections conjointes pour trouver les recrues mineures dans les forces armées. Le gouvernement a également établi des cellules de protection de l'enfant dans les zones militaires et donné une formation sur la protection des enfants. De plus, il a ratifié le code national d'enregistrement des naissances qui exige que tous les enfants reçoivent un acte de naissance. Toutefois, au Tchad, des enfants continuent à être astreints au travail des enfants, notamment dans la garde des troupeaux et l'agriculture. De nombreuses lacunes demeurent dans le système juridique et les enfants continuent donc d'être vulnérables à l'exploitation. Ceux qui travaillent comme domestiques ou dans d'autres lieux de travail informels ne sont pas couverts par le droit du travail ; il n'y a pas de loi qui protège les enfants victimes de la traite des personnes ou les enfants menant des activités illicites, et il n'existe pas d'âge minimum de scolarité obligatoire.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Tchad sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Lois	Adopter le projet de Code de protection de l'enfant.	2009 – 2013
	Terminer l'examen en cours et adopter une liste actualisée des emplois dangereux, en s'assurant qu'elle couvre tous les secteurs et toutes les activités où les enfants risquent de se blesser, et imposer des sanctions appropriées en cas d'infractions.	2009 – 2013
	Veiller à ce que les lois et réglementations pertinentes portant sur le travail des enfants s'appliquent également aux enfants travaillant dans le secteur formel et le secteur informel.	2013
	Adopter une loi pour protéger les enfants de la traite des personnes.	2009 – 2013
	Promulguer une loi interdisant l'utilisation, l'offre ou le proxénétisme d'enfants à des fins illicites.	2011 – 2013
	Amender la loi portant orientation du système éducatif afin de fixer clairement l'âge de la scolarité obligatoire de façon à ce que les enfants soient scolarisés au moins jusqu'à 14 ans, âge minimum d'admission à l'emploi.	2009 – 2013
	Mise en application	Garantir un nombre suffisant d'inspecteurs du travail et un volume suffisant de ressources afin de faire respecter les lois sur le travail des enfants.
Recueillir et publier des statistiques sur l'application des lois de lutte contre les pires formes de travail des enfants, notamment pour ce qui est du nombre de plaintes, d'enquêtes, de poursuites en justice, de condamnations et de peines prononcées.		2009 – 2013
Fournir des ressources suffisantes aux responsables de l'application des lois et aux juges pour qu'ils puissent veiller à l'application des lois contre les pires formes de travail des enfants.		2009 – 2013
Politiques gouvernementales	Adopter une politique permettant de cibler efficacement toutes les pires formes de travail des enfants au Tchad.	2009 – 2013
	Mettre pleinement en œuvre le Programme national d'action en	2013

	faveur de l'enfant tchadien.	
Programmes sociaux	Établir et amplifier les programmes de prestations de services aux enfants astreints au travail des enfants, plus particulièrement dans l'agriculture, la garde des troupeaux, le travail domestique et la mendicité forcée : <ul style="list-style-type: none">• En développant les moyens de subsistance des familles des enfants qui travaillent• En menant des initiatives de sensibilisation sur l'importance de l'éducation• En éliminant les frais de scolarité et d'achat des livres de classe.	2009 – 2013
	Veiller à ce que tous les enfants puissent réclamer et recevoir un acte de naissance sans restriction.	2013